

Convoquez donc Bush et Olmert, M. le juge suisse !

Malgré ses «bonnes intentions» sur le papier et ses résolutions illimitées, je reste sceptique quant aux valeurs positives attribuées à cette «communauté internationale» si prompt à intervenir dans les affaires de nos pays et si peu curieuse d'en savoir plus sur les crimes des puissants. Quand certains philosophes occidentaux abordent la question de l'ingérence, il n'y a rien à redire : tout y est explicité au moindre détail juridique, tout y est teinté de cette philosophie humaniste qui puise ses racines dans les valeurs de liberté, de justice et de droit, valeurs cardinales de la démocratie.

L'impérialisme du XIX^e siècle est parti à la conquête de nos pays sous le couvert de ces mêmes valeurs mais, dès qu'il y a mis les pieds, il a montré son véritable visage. L'asservissement des peuples, l'injustice et le non-droit ont été les bases de la colonisation tournée essentiellement vers l'exploitation de nos richesses nationales et l'utilisation d'une main-d'œuvre bon marché. Cet impérialisme a évolué mais ses objectifs restent les mêmes. Jadis, il agissait pour nous imposer sa «civilisation», aujourd'hui, il veut nous infliger sa «démocratie», la meilleure au monde, sans se demander si nos peuples y sont prêts, si les conditions politiques, sociales et culturelles peuvent leur permettre d'en bénéficier sans risque de perdre leurs maigres acquis et leur si fragile sécurité ! Car, quand on suit, par exemple, le cheminement de la démocratie française, on s'aperçoit de la douleur et de la lenteur de l'enfantement. Qu'il est long le chemin qui a mené les générations françaises successives de la Terreur à la 5^e République ! Et encore, tout n'est pas parfait !

Bien sûr, le caractère démocratique des institutions est censé prémunir ces pays de toute dérive

autoritariste, mais les plus grands crimes contre les peuples, au cours des dernières décennies, ne sont-ils pas l'œuvre de régimes démocratiques ? L'Holocauste a été commis par le pouvoir nazi issu des urnes, les deux bombes qui ont rayé de la carte deux grandes villes japonaises ont été larguées sur ordre du président du premier pays démocratique au monde, les massacres du 8 Mai 1945 se sont déroulés alors que la France renouait avec la liberté et la démocratie. La guerre la plus meurtrière de ce début de siècle a été ordonnée par un fou paranoïaque qui s'est caché derrière la démocratie pour détruire la vie et installer la terreur en Irak. Il a été jusqu'à fabriquer de fausses preuves ! Ce n'est pas chez ces gens-là que nous prendrions exemple ! Que la justice suisse convoque donc ces faussaires qui ont failli déclencher la troisième guerre mondiale, ces tueurs d'enfants, ces tortionnaires d'Abou Ghrib ! Mais cette «justice internationale» est aveugle quand elle le veut !

Et puisque l'on peut juger les généraux à partir de la Suisse et pour revenir aux «crimes contre l'humanité» commis par la France coloniale en Algérie, que l'on nous cite donc le nom d'un seul de ces officiers tortionnaires présentés un jour devant la justice d'un quelconque pays. En supposant que l'on puisse, un jour, en attraper un, il est certain que c'est toute la France unie qui s'élèvera contre cette forme inacceptable d'ingérence. La justice suisse si libre répondrait-elle positivement aux plaintes des Palestiniens martyrisés depuis près d'un siècle par les extrémistes sionistes ? Qui jugera les criminels de guerre avérés qui ont massacré des enfants à Kana et à Beyrouth-Sud, transformées en amas de pierres et de ferrailles ? Prendrait-elle au sérieux les appels de citoyens nord-coréens

qui lui demanderaient de convoquer un militaire de haut rang de leur pays ? C'est malheureux de le dire, mais c'est la bombe atomique qui protège la Corée du Nord des ingérences étrangères, c'est-à-dire là exactement où le peuple a le plus besoin d'ingérence pour sortir du cycle infernal famine-répression !

Les juges étrangers ont assez de travail chez eux pour venir faire le ménage chez nous. Et de quel ménage s'agit-il ? Un citoyen, victime de violences au cours de son incarcération après l'arrêt du processus électoral de 1992, porte plainte en Suisse. Au cours d'un voyage dans ce pays, le général Nezzar se fait coincer et doit se présenter devant la justice. D'abord, il faut savoir que le général n'est pas incriminé à titre personnel mais parce qu'il était à la tête de l'armée à l'époque des faits.

Faut-il rappeler que cette même armée, déjà rudement mise à l'épreuve par les événements du 5 Octobre 1988, n'était nullement préparée à agir contre des Algériens, à l'intérieur de nos frontières. Ensuite, est-il normal, dans un pays qui se respecte, que les forces armées restent les bras croisés devant une situation qui dégénérerait rapidement et qui risquerait de mettre en péril la survie même de la Nation ? Malheureusement, dans de tels cas, il y a toujours des actes incontrôlés et incontrôlables, des excès dus à la tension du moment, aux passions exacerbées... Mais cela, évidemment, ne justifie aucunement toute atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes.

Nous étions pratiquement au bord de la prise du pouvoir par des extrémistes qui nous appelaient déjà à changer d'habits et de nourriture, en attendant certainement de faire comme les Talibans : interdire la télé, brûler les livres et

demander aux femmes de rester à la maison ! Agir contre ce risque n'était pas un ouvrage de broderie ! Ne pas agir, c'était regarder sans broncher l'effritement d'un Etat, la déconfiture d'un pays, la ruine et la désolation...

Se cacher derrière le «droit» est une attitude moralement respectable, mais ne rappelle-t-elle pas celle de ces élites allemandes qui, face à la montée du péril hitlérien, pensaient que la «légalité» du scrutin ayant porté au pouvoir le dictateur était, en soi, un rempart contre la tyrannie ?

Tout n'est pas simple dans la vie. Souvent, elle est faite de choix douloureux et, à défaut de cette perfection inaccessible pour les mortels que nous sommes, nous avons malheureusement à choisir entre le mauvais et le moins mauvais.

La lutte des patriotes, ici, est d'arracher chaque jour un peu plus de liberté, un peu plus de dignité, un peu plus d'éclaircie dans les cieux surchargés de l'avenir de nos enfants. C'est pourquoi, il nous est fait obligation morale, patriotique, vitale j'allais dire, de ne pas nous ranger du côté de ceux qui ont clairement signifié que la démocratie était «kof».

Du côté de ceux qui, par la violence terroriste, les boucheries et le sabotage de l'économie et des infrastructures, ont fait reculer le pays et le peuple de trente années. Il fallait bien qu'une force organisée s'y oppose. Au moment même où j'écris ces lignes, des soldats de l'ANP sont aux premières lignes contre l'islamisme armé ! Qui, en dehors de cette armée, peut le faire ? Si, aujourd'hui, nous avons besoin d'un juge étranger, il aurait donc fallu appeler des armées étrangères pour éviter le chaos à notre pays !

Ceci étant, il faut aussi chercher à connaître la vérité sur les crimes attribués aux militaires,



Par Maamar FARAH
maamarfarah20@yahoo.fr

mener de véritables enquêtes qui identifieraient les responsables et les présenter devant la justice. On l'a bien fait pour les soldats à la gâchette facile en Kabylie. Mais il faudra le faire dans un climat serein et pas pour de sordides calculs politiques liés au prochain scrutin.

Ou, plus grave, pour des feuilles de route étrangères ! Une fois que l'on établira qu'aucun ordre de torture n'est venu du général Khaled Nezzar ou de n'importe quel autre officier, on pourra alors juger tout élément «incontrôlable» afin que de tels actes ne se reproduisent plus et que l'on ne touche plus à un seul cheveu (poil) de n'importe quel Algérien, barbu ou pas !

M. F.

P.S. : J'ai admis — et je m'en suis excusé, dans une interview à la Chaîne III — que je n'avais pas vu juste en 1990 en écrivant qu'il ne fallait pas diaboliser le FIS. J'étais dans la même situation que les intellectuels allemands que je cite aujourd'hui.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



La journée presque banale de deux policiers antiémeutes !

Les premières conclusions du rapport d'enquête gouvernementale sur les troubles à Laghouat sont rassurantes. Le sucre et l'huile sont totalement hors de cause. Par contre...

... la farine et le sel...

- C'est qui, eux qui agitent leurs cartables sous notre nez ?
- Ce sont des lycéens.
- C'est les mêmes que ceux qui manifestaient hier ?
- Non ! Hier, c'étaient leurs enseignants.
- Mais des profs, y en avait en face de nous avant-hier, non ?
- Non ! Avant-hier, c'étaient des profs d'université.
- T'en es sûr ? Parce que je me souviens bien qu'ils portaient aussi des blouses. Même qu'il y a trois jours, ils manifestaient déjà...
- Tu confonds encore une fois ! Y a trois jours, c'étaient les profs de médecine qui sont venus se planter devant nous. D'ailleurs, ils sont un peu couillons ces médecins. Les inspecteurs en civil qui nous secondent n'ont même pas besoin de les prendre en photo pour identification ultérieure, puisque tous portent leurs noms cousus sur leurs blouses !
- Mais des blouses blanches sans nom, j'en ai vu aussi, il y a moins d'une semaine, je n'ai tout de même pas rêvé !
- Non, t'as pas rêvé effectivement. Les blouses blanches sans nom inscrit dessus, c'étaient les paramédicaux en colère.
- Ah ! Oui ! Ça me revient. Même qu'avant eux, y avait de drôles de gugusses sans blouses ceux-là, mai qui brandissaient des listes tout en faisant des rictus affreux.
- Ces «gugusses» comme tu les appelles manifestaient contre le mal-logement et le pas de logement du tout. Ils reprochent aux autorités d'afficher des listes pas très nettes

sur des murs déjà sales, ce qui rend leur lecture particulièrement pénible.

- Mais dis-moi, et ceux qui, juste avant les mal-logés et les pas logés du tout, sont venus nous narguer avec d'autres bouts de papiers agités sous notre pif, c'étaient qui ?
- Les proprios de fusils de chasse ! Munis de leurs permis de détention d'arme, ils réclament toujours la restitution de leurs pétards. Ils prétendent que leur enlever leurs fusils, c'est comme de les priver de leurs femmes...
- Et donc, ce sont leurs femmes qui, pour les soutenir, avaient manifesté la veille, avant eux ?
- Non ! Ça, par contre, c'était le collectif de lutte contre la violence faite aux femmes. Elles veulent dénoncer les agressions de toutes sortes et les discriminations dont elles sont victimes tous les jours.
- Heureusement que t'es là avec moi pour m'expliquer tout ça. C'est tellement compliqué ce défilé ! Et demain, tu crois que nous aurons qui en face de nous ?
- Demain ? Demain, tu devras te débrouiller sans moi ? Demain, je manifeste à mon tour.
- Ah bon ! Et tu défiles pourquoi ?
- Pour le droit à la retraite anticipée. Parce qu'entre ceux d'en face qui me font suer toute la journée et toi qui n'arrêtes pas de me poser des questions, je ne sais plus très bien ce qui est le plus pénible. Tiens ! Remplace-moi derrière le bouclier, je prends cinq minutes de pause.
- Une pause ? Pour quoi faire ?
- Pour fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue !

H. L.